

**Gouvernement du
BURKINA FASO**



**Programme des Nations Unies
pour le Développement**



DOCUMENT DE PROJET

PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DE L'EMPLOI ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Partenaire de mise en œuvre :
Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi

Brève description du projet

Le Projet d'appui à la promotion de l'emploi et à la formation professionnelle s'inscrit dans le cadre de la politique du Gouvernement dans le domaine de l'emploi qui vise à accroître les opportunités d'emplois décents pour les hommes et les femmes afin de contribuer à la lutte contre la pauvreté au Burkina Faso. Il s'agit d'appuyer le gouvernement à assurer un environnement favorable à une augmentation des opportunités d'emplois décents.

De façon spécifique, ce projet appuie la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Emploi et son Plan d'Action Opérationnel adopté en Conseil des Ministres le 25 mars 2008. Il vise deux produits :

- L'information sur le marché de l'emploi et la formation professionnelle est fortement améliorée
- Les institutions concernées sont mieux équipées pour jouer leur rôle dans la mise en œuvre de la PNE et du PAO.

Juillet 2008

PAGE DE SIGNATURE

Pays : BURKINA FASO

Effet(s) de l'UNDAF et indicateur(s) Les opportunités d'emploi et d'activités génératrices de revenus notamment pour les jeunes et les femmes sont élargies.

Domaine de résultat clé au Plan Stratégique du PNUD 2008-2011

Promotion d'une croissance économique équitable, de l'égalité des sexes et de l'atteinte des OMD

Effet(s) de programme pays

(i) La qualité de la formation professionnelle s'est améliorée
(ii) Les secteurs porteurs d'emploi sont identifiés
(iii) L'environnement institutionnel et juridique propice à l'emploi et aux AGR notamment pour les jeunes et les femmes est amélioré

Produit(s) escompté(s)/Indicateur(s)

(i) L'information sur le marché de l'emploi et la formation professionnelle est fortement améliorée
(ii) Les institutions concernées sont mieux équipées pour jouer leur rôle dans la mise en œuvre de la PNE et du PAO.

Partenaire chargé de la mise en œuvre :
(Institution désignée/Organisation d'exécution)

Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi

Autres partenaires :

L'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (ONEF)

Période du programme : 2006-2010

Composante du programme : Emploi et formation professionnelle

Titre de l'intervention : Projet d'appui à la promotion de l'emploi et à la formation professionnelle

Numéro du projet : 00055523

Durée du projet : 2008-2010

Modalité de gestion : Exécution nationale (NEX)

Budget PNUD : 672 250 \$

Frais de services

généraux de gestion : 33 613 \$

Budget total : 705 863 \$

Ressources allouées

Gouvernement : 66 480 \$

(Soit 33 240 000 FCFA au taux 1 \$ = 500 F CFA)

Approuvé par : Monsieur Jean-Baptiste M. COMPAORE, Ministre de l'Economie et des Finances

01 SEP. 2008 /...../2008

Approuvé par : Madame Ruby Sandhu-Rojon, Directrice Pays du PNUD :

3.109 /...../2008

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AGR	: Activités Génératrices de Revenus
ANPE	: Agence Nationale de Promotion de l'Emploi
BIT	: Bureau International du Travail
CAPES	: Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales
CDMT	: Cadre des Dépenses à Moyen Terme
CM2	: Cours Moyen 2 ^{ième} année
CSRLP	: Cadre Stratégique Régional de Lutte contre la Pauvreté
DGEP	: Direction Général de l'Economie et de la Planification
DGSPE	: Direction Générale des Stratégies et Programmes d'Emploi
EFTP	: Enseignement et Formation Technique et Professionnels
ENAREF	: Ecole Nationale des Régies Financières
FAFPA	: Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Emploi
FAIJ	: Fonds d'Appui aux Initiatives des Jeunes
FAPE	: Fonds d'Appui à la Promotion de l'Emploi
FASI	: Fonds d'Appui au Secteur Informel
GET/FC	: Groupement des Etablissements Techniques/ Formation Continue
INSD	: Institut National de la Statistique et de la Démographie
MEF	: Ministère de l'Economie et des Finances
MJE	: Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi
NEX	: Exécution Nationale
ONEF	: Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PAO	: Plan d'Action Opérationnel de la PNE
PIB	: Produit Intérieur Brut
PIP	: Programme d'Investissement Public
PNE	: Politique Nationale de l'Emploi
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PRGE	: Projet de Renforcement de la Gouvernance Economique
QUIBB	: Questionnaire Unifié des Indicateurs d Base sur le Bien-être
RCI	: République de Côte d'Ivoire
RGPH	: Recensement Général de la Population
SMIG	: Salaire Minimum Inter Professionnel Garanti
UNDAF	: Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement
USD	: Dollar des Etats-Unis d'Amérique

1. Analyse de la situation

Pays sahélien s'étendant sur une superficie de 274.000 Km², le Burkina Faso compte, actuellement, 13 730 258 habitants selon les données de l'INSD (RGPH 2006). Il figure parmi les pays dont le développement humain est le plus faible (classé 176^{ième} sur 177 pays en 2007), ce qui le rend particulièrement fragile et vulnérable. Le PIB par habitant était de 318,9 USD en 2007¹. Cette faiblesse de revenus fait que 46,4% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (2003). La pauvreté est à dominance rurale mais elle touche progressivement le milieu urbain en raison du chômage et du sous emploi. Le taux de croissance réel de l'économie a été de 7,1 en 2005 ; 5,5 en 2006 et 3,9 en 2007. Au sein des populations rurales les femmes sont relativement plus touchées. D'une façon générale, tous les indicateurs socio-économiques sont défavorables pour les jeunes et pour les femmes. En 2005, le taux d'alphabétisation était de 23% dont 31,5% chez les hommes et seulement 16,6% chez les femmes. La situation est particulièrement défavorable en milieu rural où le taux d'alphabétisation est de 21,7% pour les hommes et de 8,5% pour les femmes, contre respectivement 66,4% et de 51,8% en milieu urbain.

Lors du recensement de 1996, la population comptait 78,6% de jeunes âgés de plus de 6 ans et 44,7% de plus de 18 ans. Pour la population en âge de travailler, le taux d'activité est supérieur à 2/3, ce qui signifie que pour chaque tranche d'âge, la population en âge de travailler représente plus des 2/3 d'actifs occupés, au chômage ou en quête de leur premier emploi.

1.1 La situation de l'emploi et des initiatives de promotion de l'emploi

Entre 2000 et 2006, l'ANPE a enregistré en moyenne 6.469 nouvelles demandes d'emploi et 1.481 offres d'emploi par an (les inscriptions antérieures ne sont pas prises en comptes), soit un déficit moyen de 4.988 demandes d'emplois par an et la gestion. Cette situation s'explique surtout par le déséquilibre généralisé entre l'offre et la demande de travail formel, par l'existence de structures privées de placements, mais également par le faible niveau de transparence sur le marché du travail. En effet, une grande partie des recrutements des travailleurs dans le secteur formel se fait par le canal des réseaux sociaux et non pas par le canal des intermédiaires du marché du travail qui garantissent une certaine transparence sur ce marché. De l'enquête « Emploi dans l'agglomération de Ouagadougou » réalisée par l'Institut national de la statistique et de la démographie en 2001, il est ressorti que compte tenu du rôle joué par ces réseaux sociaux, les descendants des ouvriers ou des travailleurs du secteur informel ont moins de change sur le marché du travail que ceux des cadres du secteur formel à niveau d'instruction égal et pour une même catégorie d'emplois (Insd, 2003). Le renforcement de l'activité d'intermédiation s'avère donc nécessaire pour améliorer la transparence du marché du travail et assurer un niveau d'équité appréciable, si l'on veut éviter la marginalisation des demandeurs d'emploi les moins favorisés et lutter efficacement contre la pauvreté.

De 1999 à 2007 le Fonds d'Appui à la Promotion de l'Emploi, le Fonds d'Appui au Secteur Informel, le Fonds National d'Appui aux Travailleurs Déflattés et Retraités ont financés 10 532 projets pour 19 149 emplois créés. Les activités du Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage en 2007 ont concerné, la formation par apprentissage financée à hauteur de 59 439 650 FCFA soit 26% du montant et a permis la formation de 430 personnes dont 344 femmes et 86 hommes. Le perfectionnement des artisans et la formation continue en entreprise ont obtenu respectivement 87 237 555 FCFA et 81 803 969 FCFA pour former 1 217 et 846 bénéficiaires. Les autres formes d'appui du FAFPA concernent l'équipement des centres de formation professionnelle, l'appui au renforcement du dispositif de formation professionnelle et les stages en entreprise. En 2007,

¹ Estimation de la DGEP/ MEF, Mars 2008

l'appui en équipement des centres de formation professionnelle n'a pas eu lieu, son intervention a été effective au niveau du renforcement du dispositif de formation professionnelle ainsi que celui de la mise en stage. En effet, pour cette dernière rubrique le FAFPA a alloué 33 000 000 FCFA. Toutefois, ces chiffres restent à être évalués afin de s'assurer de leur pertinence, qualité et durabilité en vue de la création d'emplois décents au Burkina Faso.

1.2 La situation du chômage

Le taux de chômage est de l'ordre de 10 % en milieu rural (EA/QUIBB, 2007). En milieu urbain il est de 17,7 %.

Le chômage frappe surtout les jeunes. Ainsi, en milieu urbain où le phénomène de chômage sévit le plus, près du tiers des jeunes de 15 à 24 ans n'ont pas d'emplois (29,4%). Le taux de chômage passe à 21,4% pour la tranche de 25 à 29 ans. On note que pour les tranches plus âgées, il demeure élevé témoignant que le chômage ne frappe pas que les jeunes à la recherche de leur premier emploi.

Le chômage en milieu urbain demeure à visage féminin également avec un taux de chômage dans la population féminine de 25,7% soit plus du double de celui des hommes (10,6%).

Cette situation du chômage des jeunes s'explique par plusieurs facteurs dont essentiellement: (i) l'inadéquation entre la qualification des demandeurs d'emploi et les besoins de compétences des entreprises; (ii) le manque d'expérience professionnelle; (iii) l'insuffisance d'offres d'emploi et (iv) les difficultés d'accès au financement de l'auto-emploi.

En milieu rural, c'est le sous-emploi qui affecte une grande proportion de la population active, avec un taux estimé à 40%. En effet, près de 87% de la population active est occupée dans le secteur agricole, où la majorité des actifs travaillent comme aides familiales.

1.3 La situation de la Formation professionnelle

Le système de formation professionnelle n'est pas suffisamment organisé même si des initiatives sont en cours ces dernières années, notamment l'élaboration d'une Politique Nationale en matière d'enseignement technique et de formation professionnelle qui vient d'être adopté en Conseil de Ministres le 23 juillet 2008. Dans ce contexte, les spécialistes burkinabè distinguent :

i – L'enseignement technique et professionnel « formel » dispensé dans les structures qui relèvent du dispositif éducatif. La formation dispensée est à caractère essentiellement scolaire. 20.000 élèves sont formés dans ce cadre ; ils représentent 8% des effectifs de l'enseignement secondaire. Les filles représentent 49% des élèves, elles se concentrent dans les filières du secteur tertiaire (85%) qui dominent largement dans ce type d'enseignement. La liaison de ces centres d'enseignement avec le marché du travail est faible et l'implication des milieux professionnels est quasiment nulle. La formation continue, mise en place par le Groupement des Etablissements Techniques / Formation Continue (GET/FC), constitue une première tentative limitée d'ouverture vers le monde des entreprises.

ii – La formation professionnelle « non formelle » est organisée en dehors du cadre scolaire. Les programmes de formation et l'ingénierie pédagogique sont propres à chacune des structures de formation, lesquelles délivrent des diplômes et certificats « maison ». Leur nombre est en constante augmentation.

iii - La formation professionnelle « informelle » regroupe toutes formations dispensées au titre de l'apprentissage qu'il s'agisse de la formation sur le tas ou de la formation par alternance, dont la formation dite « duale » est une variante développée dans les pays germaniques. Ces formations font l'objet de l'attention de divers projets financés par les principaux bailleurs de fonds actifs dans ce domaine. La formation par apprentissage est, numériquement, le système de formation qui accueille le plus de jeunes burkinabé. C'est également celui qui accueille les plus de jeunes filles et qui est le moins coûteux pour l'Etat. Malheureusement, il est peu performant et peut donner lieu à des dérives qu'une réglementation plus stricte mais élaborée de façon participative et librement consentie permettrait de réduire.

Par ailleurs, les associations et ONG organisent des actions de formation à l'intention des groupes les plus vulnérables. Ces actions sont limitées dans le temps, dans l'espace et en nombre. Généralement, elles ne concernent qu'un volet de ce qui serait nécessaire pour que les bénéficiaires puissent réellement pratiquer des activités génératrices de revenus, alphabétisation ou formation technique ou microcrédit.

Les travaux de l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (ONEF) ont permis de publier le premier Répertoire national des centres et établissements d'enseignement technique et de formation professionnelle au Burkina Faso en décembre 2005. 401 structures ont été recensées de façon exhaustive.

Les principaux résultats de ce recensement, actuellement disponibles, montrent que :

- 3/4 des structures de formation sont concentrées dans les régions du Centre et des Hauts bassins et particulièrement à Ouagadougou (50%) et à Bobo Dioulasso (20%). Corrélativement, il en est de même pour les filières de formation qui y sont plus nombreuses et plus diversifiées qu'ailleurs.
- 78% des structures relèvent du secteur privé (promoteurs privés, associations, confessions religieuses, ONGS, etc.).
- seulement 17% des filières ne requièrent aucun niveau scolaire. Hormis l'apprentissage sous la forme de formation sur le tas, tous les autres dispositifs n'accueillent que des jeunes possédant un niveau scolaire au moins égal au CM2.
- 65% des formations dispensées ne sont accessibles qu'après versement d'au moins 50.000 F.CFA de frais de scolarité par année de formation. (soit environ deux fois la valeur du SMIG au Burkina).
- 55,5% des formations durent deux années au plus et 87,5% au plus trois années.
- 70% des jeunes en formation sont âgés au plus de 20 ans. 86% ont moins de 30 ans. Cela dénote l'extrême concentration des stagiaires dans la formation initiale et dans l'apprentissage, qui sont des formations accessibles aux plus jeunes.
- 49,4% des structures initient les stagiaires à l'entrepreneuriat.
- 52,6% des structures délivrent une simple attestation à la fin de la formation.
- 49,7% des structures ont tenté de mettre au point un mécanisme de suivi des stagiaires sortants.

1.4 Contexte de mise en œuvre du projet

La situation actuelle du marché de l'emploi et de la formation professionnelle au Burkina Faso est caractérisée par de nombreuses insuffisances. On peut citer :

- i) les tentatives précédentes d'élaboration d'un texte officiel d'orientation, d'organisation et de mise en œuvre de la formation professionnelle ont échoué.
- ii) les personnes qui ont le plus besoin d'acquérir des compétences professionnelles sont exclues d'un système performant de formation ;
- iii) la formation est concentrée dans deux régions du pays et dans un petit nombre de filières, en outre les capacités d'accueil sont très limitées ;

- iv) le système de formation n'est pas suffisamment réactif au marché du travail, aux besoins des entreprises et au développement local en raison du peu d'implication du secteur productif, des partenaires sociaux et des collectivités territoriales dans l'organisation et la mise en œuvre de la formation ;
- v) le dialogue social sur la formation est embryonnaire ;
- vi) les actions de formation destinées aux publics vulnérables sont parcellaires et trop disparates pour faire l'objet d'une modélisation.
- vii) la formation continue est embryonnaire.
- viii) les besoins des jeunes diplômés sans emploi ne sont pas spécifiquement pris en compte par les dispositifs de formation
- ix) une absence de données sur l'emploi et la formation professionnelle ;
- x) une faible qualité des données disponibles sur l'emploi et la formation professionnelle ;
- xi) une absence d'harmonisation des définitions, concepts et nomenclatures ;
- xii) une faiblesse qualitative et quantitative des productions sur le fonctionnement du marché du travail

Pour faire face à cette situation, le Gouvernement a pris plusieurs mesures qui visent à long terme à accroître les opportunités d'emplois.

En 2002, le Gouvernement a élaboré un cadre stratégique de promotion de l'emploi et de la formation professionnelle qui a permis entre autres :

- La restructuration de l'Office National de la Promotion de l'Emploi en Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE) en 2004 ;
- Le renforcement du dispositif de formation de l'ANPE par la rénovation, l'extension et l'équipement ;

En 2001, l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (ONEF) a été mis en place dans le cadre du Projet de Renforcement de la Gouvernance Economique (PRGE) avec l'appui financier du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et de l'appui technique du Bureau International du Travail (BIT). L'ONEF a pour principale mission de contribuer à une meilleure visibilité du marché du travail. Pour ce faire, il est chargé de collecter, de traiter, d'analyser et de diffuser les données sur ledit marché :

- pour permettre aux acteurs du développement de suivre et d'évaluer à travers des indicateurs appropriés, l'impact des politiques et des programmes d'actions engagés dans le domaine de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- et pour diffuser l'information sous une forme adaptée aux besoins des utilisateurs et de contribuer au dialogue social

L'ONEF a adopté en 2007 un Plan d'Action 2007-2011 d'amélioration des données du marché du travail

Le Ministère des enseignements secondaire, supérieur et la recherche scientifique s'est engagé depuis 2004 à élaborer une politique nationale en matière d'enseignement technique et de formation professionnelle qui vient d'être adopté en Conseil de Ministres le 23 juillet 2008.

Depuis 2006, le Ministère de la Jeunesse et de l'emploi a entrepris l'élaboration d'une politique nationale de l'emploi et d'un plan d'action opérationnel. Ce processus a abouti à l'adoption de ladite politique et du plan d'action opérationnel (PAO) au conseil des ministres les 25 mars 2008.

Cinq objectifs stratégiques ont été définis dans le PAO que sont :

- Objectif stratégique 1: renforcer le lien entre la PNE et les autres politiques nationales

- Objectif stratégique 2: renforcer la création d'emplois
- Objectif stratégique 3: améliorer l'employabilité
- Objectif stratégique 4: améliorer l'organisation et le fonctionnement du marché de l'emploi
- Objectif stratégique 5: mettre en place les conditions nécessaires à l'exécution du PAO

2. Objectifs et Stratégie de mise en œuvre

Le Projet d'appui à la promotion de l'emploi et à la formation professionnelle s'inscrit dans ce contexte et vise à consolider les efforts déjà consentis en vue de lutter contre le chômage et la pauvreté. De façon spécifique, ce projet ambitionne de contribuer à la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Emploi et de son Plan d'Action Opérationnel, en renforçant particulièrement ces objectifs stratégiques 4 (Améliorer l'organisation et le fonctionnement du marché de l'emploi) et 5 (Mettre en place les conditions nécessaires à l'exécution du PAO).

L'objectif général du présent projet est d'appuyer le Gouvernement à assurer un environnement favorable qui aboutisse à une augmentation des opportunités d'emplois décents afin de réduire la pauvreté au Burkina Faso. Pour ce faire, deux composantes ont été retenues :

- Appui au renforcement des capacités de l' Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en vue d'améliorer l' information sur le marché du travail et la formation professionnelle ;
- Appui à la Direction générale des Stratégies et Programmes d'Emploi pour le pilotage de la politique nationale et du plan d'action opérationnel.

2.1 Composante 1 : Appui au renforcement des capacités de l' Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

L'objectif de cette composante est de permettre une amélioration et un bon fonctionnement du marché de travail à travers la mise à disposition d'informations utiles et fiables sur l'emploi et la formation professionnelle. Il s'agit d'appuyer l'ONEF à mieux jouer son rôle important en matière d'information sur l'emploi et la formation professionnelle et de cette façon contribuer à l'élaboration des politiques et stratégies adéquates, y compris une politique nationale en matière d' EFTP qui corresponde aux besoins du marché de travail.

L'appui du PNUD portera sur le conseil technique et le financement pour la réalisation de plusieurs activités spécifiques qui sont :

1. Renforcer les capacités techniques des correspondants centraux et régionaux de l'ONEF en matière de construction d'indicateurs pertinents sur le marché du travail pour le suivi de la mise en œuvre du plan d'action opérationnel de la politique nationale de l'emploi ;
2. Mettre à la disposition des utilisateurs des informations fiables sur les établissements et centres de formation professionnelle installés au Burkina Faso : (i) coordonnées ; (ii) filières et diplômes délivrés ; (iii) capacités d'accueil ;
3. Actualiser la base de données sur l'emploi, la formation et la jeunesse;
4. Réaliser des études spécifiques sur l'emploi, la formation, la jeunesse et la migration ;

5. Déceler les secteurs, les opportunités, les métiers porteurs susceptibles d'attirer les investisseurs, les promoteurs, les opérateurs du secteur informel et les initiateurs d'auto-emploi ;
6. Organiser des conférences -débats sur l'emploi pour les jeunes ;
7. Organiser des échanges d'expérience en vue de nouer des partenariats.
8. Elaborer annuellement un annuaire statistique du marché du travail ;
9. Etude sur la formation professionnelle agricole.

Cette composante sera mise en oeuvre à travers l'exécution par l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation professionnelle (ONEF) qui travaillera en étroite collaboration avec des autres institutions concernées, notamment l'ANPE pour toutes les activités concernant la jeunesse et la migration et ainsi que l'INSD pour les travaux statistiques.

Pour cette composante un produit unique est attendu : L'information sur le marché de l'emploi et la formation professionnelle est fortement améliorée.

2.2 Composante 2 : Appui à la Direction générale des Stratégies et Programmes d'Emploi du Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi

L'objectif de cette deuxième composante du projet est d'une part, de permettre aux participants acteurs concernés de s'approprier le contenu du document de la Politique Nationale de l'Emploi (PNE) et de son Plan d'Action Opérationnel (PAO) et d'autre part de mieux les équiper pour jouer un rôle efficace afin de permettre un meilleur appui des acteurs de mise en oeuvre pour l'atteinte des objectifs. La PNE et le PAO s'adressent pour une grande part à des structures autres que le Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi qui doit donc s'assurer à travers une grande implication des acteurs concernés d'une prise en compte de l'objectif de création d'emploi dans leurs domaines respectifs et de la prise des dispositions nécessaires pour la mise en oeuvre de la PNE et du PAO.

L'appui du PNUD portera sur le conseil technique et le financement pour la réalisation de plusieurs activités spécifiques qui sont :

1. présenter la politique nationale de l'emploi aux acteurs clés des questions d'emplois ;
2. présenter le rôle de chaque acteur dans la mise en oeuvre du Plan d'action opérationnel de la PNE et faire connaître et clarifier l'ensemble des stratégies d'action en matière de promotion de l'emploi et de l'insertion socio-professionnelle des jeunes ;
3. renforcer les capacités des acteurs de mise en oeuvre en analyse et traitement des données statistiques ;
4. renforcer la prise en compte de l'impératif de l'emploi au niveau du budget ;
5. analyser le besoin actuel et futur en compétences de l'économie burkinabé
6. intégrer les niveaux régional et local dans la mise en oeuvre de la PNE.

Cette composante sera mise en oeuvre à travers l'exécution par la Direction Générale des Stratégies et Programmes d'Emploi (DGSPE) qui travaillera en étroite collaboration avec des institutions concernées comme le Ministère des Enseignements secondaire, supérieur et la recherche scientifique.

Pour cette composante un produit unique est attendu : Les institutions concernées sont mieux équipées pour jouer leur rôle dans la mise en oeuvre de la PNE et PAO.

Conscient de la nécessité d'adopter une approche genre pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, les questions genre seront prises en compte dans la mise en oeuvre du projet. C'est-à-dire que les préoccupations spécifiques des femmes et des hommes seront considérées pour la conception, la mise en oeuvre et le suivi-évaluation des

activités du projet pour qu'ils en bénéficient de manière égale. Cette approche se traduira par exemple par la collecte de données désagrégées par sexe ou la prise en compte du genre dans l'élaboration des études, en commençant déjà par la formulation des Termes de Référence de ces études.

3. Modalités et arrangements de gestion

La modalité de mise en œuvre du projet est l'Exécution Nationale (NEX). Le projet est guidé par un comité de pilotage qui donne les orientations générales et est géré par une unité de gestion qui s'occupe de la gestion quotidienne.

Le projet sera exécuté par le Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi et sera sous sa tutelle technique. Le Secrétaire Général de ce Ministère en assurera la Direction nationale. La tutelle financière est assurée par le Ministère de l'Économie et des Finances.

Des moyens financiers seront mis à la disposition du coordonnateur suite à des demandes trimestrielles d'avance de fonds adressées au PNUD selon le formulaire FACE. Les demandes seront accompagnées d'un rapport des activités trimestrielles et un rapport financier trimestriel signé par le Secrétaire Général du MJE.

Le projet ouvrira un compte dans une banque commerciale qui sera alimenté uniquement par des avances de fonds du PNUD.

3.1 Comité de pilotage

Le comité a pour mission d'assurer le suivi et de déterminer les grandes orientations aux responsables du projet, d'examiner et de valider les plans annuels de travail, les rapports d'activités et de formuler les recommandations pour une bonne marche du projet. Il veille également à la mise en œuvre des recommandations des évaluations, à la promotion de la coordination entre les activités du projet et les autres programmes nationaux qui ont les mêmes objectifs.

Il est composé :

- *du Président du comité du pilotage* : Le Secrétaire Général du Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi;
- *du Co-président du comité du pilotage* : Le Représentant Résident du PNUD ;
- *des membres* :
 - Le Directeur Général des Stratégies et Programmes d'Emploi (DGSPE);
 - Le Directeur de l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle;
 - Le Directeur des Études et de la Planification du Ministère de la Jeunesse et de L'Emploi;
 - Le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie;
 - Le Directeur Général de la Coopération
 - Le Directeur Général de l'Économie et de la Planification;
 - Le Directeur des Études et de la Planification du Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique;
 - Le Directeur Général de l'Agence Nationale pour l'Emploi ;

- Le Directeur des Etudes et de la Planification du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
- Un Représentant des employeurs ;
- Un représentant des Travailleurs

Le comité de pilotage se réunira deux fois par an pour approuver le plan de travail annuel du projet pour examiner l'état de mise en œuvre des activités, les différents rapports d'évaluation du projet, les rapports d'activités et financiers périodiques, les questions à résoudre, lever si nécessaire tout obstacle rencontré dans la mise en œuvre du projet et faire des recommandations à l'attention du coordonnateur et des différents partenaires intervenant dans la vie du projet. Le coordonnateur du projet devra préparer un Rapport d'Evaluation des Résultats du projet en vue de chaque réunion semestrielle de Comité de pilotage ainsi que les comptes rendus des réunions. En cas de besoin le Gouvernement et le PNUD pourraient convoquer à leur meilleure convenance une rencontre extraordinaire du Comité de pilotage.

Les moyens nécessaires au fonctionnement du Comité de pilotage sont assurés par le Gouvernement.

3.2 Unité de gestion

Le Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi, responsabilisera une équipe composée de la Direction de l' ONEF et du régisseur du Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi qui se chargera de la mise en œuvre et du suivi des activités du projet.

Cette équipe, sous la supervision de son responsable, le coordonnateur du projet qui est le Directeur de l'ONEF, est chargé de :

- veiller sur le bon avancement des activités ;
- préparer des rapports trimestriels et annuels sur la mise en œuvre du projet dans lequel il donnera son appréciation sur les résultats et la poursuite des activités ;
- assurer la bonne gestion financière du projet ;
- élaborer des plans de travail annuel ;
- préparer un Rapport d'Evaluation des Résultats du projet en vue de chaque réunion semestrielle de Comité de pilotage ;
- transmettre les rapports financiers et les justifications des dépenses effectuées ainsi que des demandes des avances trimestrielles (FACE) au PNUD.

Le ministère mettra à la disposition de l'équipe des bureaux fonctionnels (eau, électricité, téléphone, connexion Internet) pour une bonne opérationnalité du projet.

Le Gouvernement, par l'intermédiaire du Secrétaire Général du Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi est chargé :

- de la supervision globale du projet ;
- du suivi de la bonne exécution des activités du projet dans les structures de l'administration. Lorsque ces activités impliquent d'autres départements, ceux-ci doivent être représentés au Comité de Pilotage. A défaut de leur présence, le Président du Comité s'assurera auprès de ses collègues de l'administration de l'exécution des recommandations prises en séance ;
- du suivi et de l'évaluation des résultats du projet, en liaison avec le PNUD ;
- de l'information des partenaires sur la marche du projet dans un souci de recherche de cohérence avec leurs propres interventions ;
- la réalité des apports du gouvernement au projet et de la tenue de ses engagements,
- la production des résultats attendus.

3.3 Le rôle du PNUD

Les contributions du Gouvernement sont composées de ressources humaines (l'équipe du projet), des locaux et des frais de fonctionnement de l'équipe. Les ressources nécessaires pour la mise en œuvre du projet sont constituées des fonds alloués par le PNUD.

Le PNUD a pour rôle de veiller à la bonne exécution du projet conformément au document de projet. Il jouera un rôle de plaidoyer, d'appui conseil et d'appui technique au projet. A ce titre, il est chargé de :

- la constitution des apports qui relèvent de sa contribution
- assurer un échange d'information permanent avec l'équipe du projet en veillant à ce qu'il assure les missions telles que prévues dans le document de projet ;
- faciliter l'exécution du projet pour toutes les actions de son ressort ;
- superviser la mise en place du projet ;
- conseiller et donner des avis favorisant l'obtention des résultats attendus, leur pérennisation et la réplique des expériences du projet ;
- s'assurer de la bonne gestion des fonds alloués au projet ;

3.4 Coordination et cohérence avec d'autres programmes et projets

Au Burkina Faso, les compétences en matière d'emploi, de la formation professionnelle et d'activités génératrices de revenus sont réparties entre différentes institutions. Les textes en vigueur confèrent l'enseignement technique et professionnel au Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique, l'apprentissage et la formation professionnelle continue au Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi, la promotion de l'artisanat au Ministère du Commerce, de la Promotion de l'entreprise et de l'Artisanat. D'autres acteurs y interviennent également (il s'agit entre autres des départements ministériels, le secteur privé, les ONG, etc.).

Pour cette raison, il est important d'engager un cadre de concertation de coordination et de collaboration avec toutes les institutions et partenaires concernés par les activités du projet afin d'affiner la cohérence, de créer la synergie et de profiter des passerelles de connexion qui s'imposent.

Le Gouvernement et le Comité de Pilotage sont les principaux responsables de cette coordination et cohérence mais l'équipe du projet et le PNUD devront également poursuivre cet objectif dans la mise en œuvre du projet. Ils doivent en outre procéder à une implication des partenaires techniques et financiers actifs dans ce domaine pour assurer le partage des informations en vue d'éviter une duplication du travail et assurer une concertation des démarches.

4. Suivi et évaluation

Le suivi et l'évaluation seront assurés par le comité de pilotage du projet et par le PNUD sur la base des rapports trimestriels de progrès et financiers soumis par l'équipe du projet.

Le Comité de Pilotage procédera à des Revues annuelles du projet sur la base des rapports annuels de l'équipe du projet. Il aura pour principales tâches (i) d'évaluer les progrès vers les produits et les effets attendus, (ii) déterminer si le projet est conduit selon le plan de travail, et (iii) de juger s'il faut faire des changements, des modifications ou arrêter le projet.

Le projet fera l'objet d'un audit annuel et d'une évaluation finale externe.

5. Cadre juridique

Ce document de projet constitue l'instrument visé à l'article 1^{er} du paragraphe 2 de l'accord type d'assistance de base conclu le 19 juillet 1976 entre le Gouvernement du Burkina Faso et le Programme des Nations Unies pour le Développement, aux fins de l'accord de base, l'agent d'exécution dans le pays hôte sera le Ministère de l'Economie et des Finances.

Les équipements et fournitures (y compris le carburant) nécessaires au fonctionnement du projet bénéficieront de l'exonération des droits, taxes et impôts en vigueur au Burkina Faso. Le projet bénéficiera également de l'enlèvement immédiat sous douane de tous les équipements et fournitures importés au titre du projet. La régularisation douanière devra être effectuée dans un délai de trois mois.

Les modifications suivantes ne peuvent être apportées au document qu'avec la signature du Représentant Résident du PNUD à condition que celui-ci ait l'assurance que les autres signataires du document n'ont pas d'objection à l'égard des changements proposés :

1. Les révisions ou compléments apportés aux annexes du descriptif de projet ;
2. Les révisions n'ayant pas d'incidence notable sur les objectifs, les produits et les activités du projet mais qui sont dus à un réaménagement des apports déjà convenus ou à des augmentations de coûts dues à l'inflation ;
3. Les révisions annuelles obligatoires ayant pour objet le rééchelonnement de la fourniture d'apports déjà prévus, l'accroissement dû à l'inflation des coûts des services d'experts ou d'autres charges et la prise en considération du traitement préférentiel accordé à l'agence d'exécution pour le remboursement de ses dépenses.

CADRE DES RÉSULTATS ET DES RESSOURCES DU PROJET

<p>Effet UNDAF : D'ici 2010, les opportunités d'emploi et d'activités génératrices de revenus notamment pour les jeunes et les femmes sont élargies.</p> <p>Effets escomptés tel qu'il est énoncé dans le Cadre de résultats du pays :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La qualité de la formation professionnelle s'est améliorée - Les secteurs porteurs d'emploi sont identifiés - L'environnement institutionnel et juridique propice à l'emploi et aux AGR notamment pour les jeunes et les femmes est amélioré » 			
<p>Domaine de résultat clé au Plan Stratégique du PNUD 2008-2011 : Promotion d'une croissance économique équitable, de l'égalité des sexes et de l'atteinte des OMD</p>			
<p>Stratégie de partenariat : Un partenariat sera entretenu et renforcé d'une part avec des Ministères et institutions d'autre part avec des bailleurs de fonds actif dans le domaine de l'emploi et de la formation professionnelle</p>			
<p>Titre et numéro du projet : 00055523 Projet d'appui à la promotion de l'emploi et de la formation professionnelle</p>			
Produits prévus	Cible des produits	Activités prévues	Apports
<p>L'information sur le marché de l'emploi et la formation professionnelle est fortement améliorée</p>	<p>Un bilan sur le rôle et le processus du travail de l'ONEF et l'impact des études réalisées est établi et des recommandations sont formulées.</p>	<p>Etude diagnostique de l'ONEF</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Frais du consultant 10 000 USD
	<p>50 correspondants sont capables de construire et d'interpréter les indicateurs sur l'emploi, la formation professionnelle et la jeunesse et les indicateurs sont collectés annuellement.</p>	<p>Atelier annuel de formation des correspondants de l'ONEF au niveau central et décentralisé à la construction d'indicateurs du marché du travail et collecte des indicateurs</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Fournitures de bureau - Frais de subsistance des facilitateurs et des participants - Location de salles et de matériel - Transport des facilitateurs et des participants 36 000 USD
	<p>Une base de données sur l'emploi, la formation professionnelle et la jeunesse est actualisée annuellement et accessible</p>	<p>Actualisation annuelle de la banque de données sur l'emploi, la formation professionnelle et la jeunesse</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Honoraires Consultants - Prise en charge des frais de collecte - Reproduction et diffusion de documents 57 000 USD
	<p>-Les branches d'activités économiques sont répertoriées et les gisements potentiels d'emploi dans chaque branche d'activités sont décelés</p> <p>-Les métiers/emplois susceptibles d'être investis dans le cadre de l'auto-emploi et présentant des valeurs ajoutées élevées sont identifiés</p>	<p>Étude sur les créneaux porteurs d'emplois</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Honoraires du consultant 3 000 USD

<p>L'information sur le marché de l'emploi et la formation professionnelle est fortement améliorée</p>	<p>Les informations sur le marché de travail et des actions d'appui sont diffusées aux jeunes</p>	<p>Organisation de trois conférences sur l'emploi pour les jeunes dans trois provinces par an</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Honoraires des conférenciers - Location de salles - Frais d'organisation des conférences - Frais de voyage <p style="text-align: right;">61 000 USD</p>
<p>Une base de départ sur la problématique de l'emploi des jeunes est établie pour les 13 régions du Burkina Faso</p>	<p>Etude sur les informations du recensement de 2006 et des études partielles, permettant d'établir une base de départ de connaissances sur la problématique de l'emploi des jeunes</p>	<p>Etude sur les informations du recensement de 2006 et des études partielles, permettant d'établir une base de départ de connaissances sur la problématique de l'emploi des jeunes</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Honoraires consultants - Frais de reproduction et diffusion <p style="text-align: right;">20 000 USD</p>
<p>Un répertoire actualisé des centres et établissements de formation professionnelle et d'enseignement technique et professionnelle est disponible et accessible.</p>	<p>Un répertoire actualisé des centres et établissements de formation professionnelle et d'enseignement technique et professionnelle est disponible et accessible.</p>	<p>Recensement des centres de formation professionnelle au Burkina Faso (2^{ème} édition)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Honoraires du consultant - Prise en charge des frais de collecte - Prise en charge des cadres pour l'analyse - Diffusion de documents <p style="text-align: right;">43 000 USD</p>
<p>Des échanges des expériences sur l'observation du marché de l'emploi dans des autres pays Ouest-africains sont effectués et des partenariats sont noués</p>	<p>Des échanges des expériences sur l'observation du marché de l'emploi dans des autres pays Ouest-africains sont effectués et des partenariats sont noués</p>	<p>Voyage d'étude des cadres de l'ONEF en Côte d'Ivoire, Bénin et Mali</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Coût des billets d'avion - Frais de mission <p style="text-align: right;">25 000 USD</p>
<p>Les données sur l'emploi, et la formation professionnelle de la banque de données sont assimilées dans un annuaire</p>	<p>Les données sur l'emploi, et la formation professionnelle de la banque de données sont assimilées dans un annuaire</p>	<p>Production des annuaires statistiques sur le marché du travail en 2009 et 2010</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Honoraires consultants - Prise en charge des cadres pour l'analyse - Frais de reproduction et de diffusion <p style="text-align: right;">30 000 USD</p>
<p>Un dépliant analysant quelques questions sélectionnées sur l'emploi est disponible pour des décideurs de politique</p>	<p>Un dépliant analysant quelques questions sélectionnées sur l'emploi est disponible pour des décideurs de politique</p>	<p>Production des tableaux de bord sur l'emploi en 2009 et 2010</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Honoraires consultants - Reproduction et diffusion de document <p style="text-align: right;">12 000 USD</p>
<p>Les opportunités de formation ponctuelles dans six régions sont identifiées et communiquées</p>	<p>Les opportunités de formation ponctuelles dans six régions sont identifiées et communiquées</p>	<p>Identification des opportunités locales de formation dans six régions</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Honoraires consultants - Frais de collecte de données <p style="text-align: right;">10 000 USD</p>

L'information sur le marché de l'emploi et la formation professionnelle est fortement améliorée	Des tendances du phénomène migratoire sont mieux appréhendées	Enquête statistique légère et étude sur la migration, jeunesse et emploi	- Honoraires consultants Frais de collecte des données 30 000 USD
Des acteurs des associations et structures privées dédiés ou agissant pour l'emploi sont identifiés et un fichier les concernant est tenu	Enquête légère d'identification des acteurs des associations et structures privées dédiés ou agissant pour l'emploi	- Frais de collecte 16 000 USD	
Les concepts statistiques en matière de travailleurs migrants sont harmonisés	Etude sur la définition et l'harmonisation des concepts statistiques et les objectifs de collecte, notamment en se référant aux recommandations du BIT en la matière et aux instruments internationaux établis pour les travailleurs migrants	- Honoraires consultants Atelier de validation 9 000 USD	
Des indicateurs nationaux de travail décent sont élaborés et actualisés	Elaboration à partir des indicateurs de travail décent établis par le BIT une série d'indicateurs nationaux de travail décent accessibles au regard de l'information disponible ou à recueillir et les tenir périodiquement à jour	- Honoraires consultants Atelier de validation 19 000 USD	
Des analyses concernant l'insertion des catégories sociales sensibles dans le marché d'emploi sont disponibles	Etudes sur l'insertion des groupes cibles	- Honoraires consultants 10 000 USD	
Analyse de l'offre de formation agricole est disponible	Etude sur la formation professionnelle agricole	- Frais de collecte 16 000 USD	
Des études réalisées au cours du projet sont validées	Ateliers de validation des études réalisées	- Frais de deux ateliers 20 000 USD	

Produits prévus	Cible des activités	Activités prévues	Apports
Les institutions concernées sont mieux équipées pour jouer leur rôle dans la mise en œuvre de la PNE et PAO	100 participants s'approprient du contenu de la PNE et de la stratégie de mise en œuvre du PAO	Organisation de l'atelier de diffusion de la PNE et du PAO	<ul style="list-style-type: none"> - Fournitures de bureau - Frais de subsistance des facilitateurs et des participants; - Frais de production d'un dépliant et de reproduction des documents - Location de salles et de matériel - Transport des facilitateurs et des participants <p style="text-align: right;">32 250 USD</p>
	Des institutions impliquées disposent des objectifs annuelles pour la mise en œuvre de la PNE et du PAO	Donner à chaque institution de promotion une perspective d'action et des objectifs annuels de résultat, si possible quantifiés, et ce à travers une identification des besoins liés à un Plan d'action à 2011 par institution, révisable chaque année	<ul style="list-style-type: none"> - Location de salles et de matériel - Prises en compte des facilitateurs et des participants - Fournitures de bureau - Transport des facilitateurs et des participants - Frais de reproduction des documents <p style="text-align: right;">20 000 USD</p>
	50 cadres disposent des compétences nécessaires en traitement et analyse statistique pour la mise en œuvre de la PNE et du PAO	<ul style="list-style-type: none"> - Atelier de formation des cadres - Elaboration d'un manuel - Plaidoyer à ENAREF pour la formation des cadres 	<ul style="list-style-type: none"> - Fournitures de bureau - Frais de subsistance des facilitateurs et des participants; - Location de salles et de matériel - Transport des facilitateurs et des participants - Frais de production et de diffusion d'un manuel <p style="text-align: right;">20 000 USD</p>
Une évaluation des différents fonds de financement (FASI, FAPE, FAIJ, FAFFA) est disponible et des recommandations formulées en vue de leur rationalisation avec les objectifs de la PNE et du PAO		Etude d'impact des fonds de financement et recommandations pour une meilleure efficacité	<ul style="list-style-type: none"> - Honoraires consultants - Atelier de validation <p style="text-align: right;">30 000 USD</p>
Assurer une meilleure prise en compte de l'emploi dans l'élaboration du budget et du PIP		<ul style="list-style-type: none"> - Organisation avec l'appui technique du MEF, d'un atelier en vue de se familiariser avec l'approche CDMT, sa finalité et ses outils et avec le PIP; - Mettre en place un groupe de travail pour la prise en compte de l'emploi dans le PIP 	<ul style="list-style-type: none"> - Frais des ateliers <p style="text-align: right;">10 000 USD</p>

<p>Les institutions concernées sont mieux équipées pour jouer leur rôle dans la mise en œuvre de la PNE et PAO</p>	<p>Implication et information de la population au niveau régional sur la situation de l'emploi et la mise en œuvre de la PNE et du PAO et sensibilisation des acteurs pour une prise en compte de l'emploi dans les CSRLP</p> <p>Les responsables de chaque région disposent des compétences nécessaires pour piloter l'élaboration des plans d'action régionales pour l'emploi</p> <p>Connaissance des besoins actuels et futurs de l'économie burkinabé en vue de la compétitivité régionale et globaux</p> <p>Les Bailleurs de fonds sont informés sur la possibilité de leur implication dans la mise en œuvre du PAO et des ressources additionnelles sont mobilisées</p> <p>Projet est audité</p> <p>Projet est évalué</p> <p>Projet régulièrement suivi et bien géré</p>	<p>Organisation des journées régionales sur l'emploi dans trois régions par an en 2009 et 2010</p> <p>-Atelier méthodologique d'élaboration de plan d'action régional pour l'emploi -Elaboration d'un manuel</p> <p>Suivi de l'étude prospective sur les besoins l'économie réalisée par le CAPES</p> <p>Réunion de concertation PTF/Gouvernement sur le financement du PAO de la PNE</p> <p>Audit annuel du projet</p> <p>Evaluation à la fin du projet</p> <p>Frais de gestion du projet PNUD</p>	<p>- Frais d'organisation 60 000 USD</p> <p>- Frais d'organisation 20 000 USD</p> <p>- Frais de production 20 000 USD</p> <p>- Frais de restauration Frais de reproduction de documents 3 000 USD</p> <p>- Honoraires consultants 10 000 USD</p> <p>- Honoraires consultants 20 000 USD</p> <p>- 5% du coût du projet 33 613 USD</p>	<p>Budget total : 705 863 USD</p>
--	---	---	--	--

Plan de travail annuel

Année : 2008

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPON-SABLE	BUDGET PLANIFIÉ			
		1eT	2eT	3eT	4eT		Source des fonds	Description dans le budget	Montant en USD	
L'information sur le marché de l'emploi et la formation professionnelle est fortement améliorée	Etude diagnostique de l'ONEF			X		UNDP	71300	Frais d'honoraires du consultant	10 000	
	Atelier de formation des correspondants de l'ONEF au niveau central et décentralisé à la construction d'indicateurs du marché du travail			X		ONEF	72500	Fournitures de bureau	1 000	
						ONEF	71600	Frais de subsistance des facilitateurs et des participants	9000	
						UNDP	73100	Location de salles et de matériel	500	
						UNDP	73400	Transport des facilitateurs et des participants	1500	
		Actualisation de la banque de données sur l'emploi, la formation professionnelle et la jeunesse			X		UNDP	71300	Honoraires	4 000
						UNDP	71600	Frais de collecte	10 000	
		Etude sur les nouveaux porteurs d'emplois dans la région du Centre - Est			X		UNDP	74200	Reproduction et diffusion	5 000
						ONEF	71300	Honoraires du consultant	3 000	
		Organisation de conférences sur l'emploi (3 régions)				ONEF/ANPE	71600	Honoraires des conférenciers	2 000	
						UNDP	73100	Location de salles	2 000	
						UNDP	74500	Frais d'organisation des conférences	15 000	
		Etude sur les informations du recensement de 2006 et des études partielles disponibles permettant d'établir une base de départ de connaissances sur la problématique de l'emploi des jeunes				ONEF/ANPE	71600	Frais de voyage	1 000	
					UNDP	71300	Honoraires du consultant	10 000		
	Sous total produit 1				UNDP	74200	Frais de reproduction et de diffusion	10 000		
									84 000	

Plan de travail annuel

Année : 2008

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPON-SABLE	BUDGET PLANIFIÉ			
		1eT	2eT	3eT	4eT		Source des fonds	Description dans le budget	Montant en USD	
Les institutions concernées sont mieux équipées pour jouer leur rôle dans la mise en œuvre de la PNE et du PAO	Organisation de l'atelier de diffusion de la PNE et du PAO						73100	Location de salles et de matériel	750	
						UNDP	73400	Transport des facilitateurs et des participants	3500	
				X		DGSPE	72500	Fournitures	1500	
						UNDP	71600	Facilitateurs et participants	6500	
						UNDP	74200	Production d'un dépliant; reproduction et diffusion des documents	20 000	
	Donner à chaque institution de promotion une perspective d'action et des objectifs annuels de résultat, si possible quantifiés, et ce à travers une identification des besoins liés à un Plan d'action à 2011 par institution, révisable chaque année						UNDP	73100	Location de salles et de matériel	750
						UNDP	73400	Transport des facilitateurs et des participants	3 250	
					X	DGSPE	72500	Fournitures	2 000	
						UNDP	71600	Facilitateurs et participants	10 000	
						UNDP	74200	Reproduction et diffusion	4 000	
Organisation avec l'appui technique du MEF, d'un atelier en vue de se familiariser avec l'approche CDMT, sa finalité et ses outils et avec le PJP							74500	Frais d'atelier		
	Sous total produit 2								57 250	
	Frais de gestion du projet PNUD								7 063	
	TOTAL ANNEE 2008								148 313	

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPON SABLE	BUDGET PLANIFIÉ		
		1eT	2eT	3eT	4eT		Source des fonds	Description dans le budget	Montant en USD
L'information sur le marché de l'emploi et la formation professionnelle est fortement améliorée	Atelier de formation des correspondants de l'ONEF au niveau central et décentralisé à la construction d'indicateurs du marché du travail					UNDP	72500	Fournitures de bureau	1 000
		X				UNDP	71600	Frais de subsistance des facilitateurs et des participants	9000
						UNDP	73100	Location de salles et de matériel	500
						UNDP	73400	Transport des facilitateurs et des participants	1500
	Actualisation de la banque de données sur l'emploi, la formation professionnelle et la jeunesse		X			UNDP	71300	Honoraires	4 000
						UNDP	71600	Frais de collecte	10 000
						UNDP	74200	Reproduction et diffusion	5 000
	Actualisation du répertoire des centres de formation professionnelle		X			UNDP	71300	Honoraires du consultant statisticien	3000
							71600	Frais de collecte de données	30 000
	Organisation de conférences sur l'emploi						74200	Analyse et diffusion	10 000
		X				UNDP	71600	Honoraires des conférenciers	2 000
	Voyages d'étude					UNDP	73100	Location de salles	2 000
						UNDP	74500	Frais d'organisation des conférences	15 000
	Annuaire statistiques du marché du travail					UNDP	71600	Frais de voyage	1 500
		X				UNDP	71600	Frais de transport	10 000
	Tableau de bord sur l'emploi			X		UNDP	71600	Frais de mission	15 000
						UNDP	71300	Frais de conception	5 000
	Identification des opportunités locales de formation (3 régions)					UNDP	71600	Frais d'analyse	5 000
						UNDP	74200	Frais de reproduction	5 000
		X				UNDP	71300	Honoraires du Consultant	2 000
					UNDP	74200	Reproduction de document	5 000	
			X		UNDP	71300	Honoraires du consultant	5 000	
					UNDP	71600	Frais de collecte de données	5 000	

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPON-SABLE	BUDGET PLANIFIÉ		
		1eT	2eT	3eT	4eT		Source des fonds	Description dans le budget	Montant en USD
	Etude sur la migration jeunesse et emploi			X		ONEF/ ANIPE	UNDP	71300 Frais d'honoraires du consultant	10 000
	Atelier de validation des études réalisées en 2008 et 2009 (3 études)			X		ONEF	UNDP	71600 Frais de collecte de données	20 000
	Mener une enquête légère d'identification des acteurs des associations et structures privées dédiés ou agissant pour l'emploi et tenir un fichier les concernant	X				ONEF	UNDP	71600 Frais de collecte	16 000
	Etude sur la définition et l'harmonisation des concepts statistiques et les objectifs de collecte, notamment en se référant aux recommandations du BIT en la matière et aux instruments internationaux établis pour les travailleurs migrants				X	ONEF	UNDP	71600 Frais du consultant	5 000
	Sous total produit 1						UNDP	74500 Atelier de validation	4 000
									216 500

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ			
		1eT	2eT	3eT	4eT		Source des fonds	Description dans le budget	Montant en USD	
Les institutions concernées sont mieux équipées pour jouer leur rôle dans la mise en œuvre de la PNE et du PAO	Organisation d'un atelier de formation des cadres		X			DGSPE	73100	Location de salles et de matériel	500	
							73400	Transport des facilitateurs et des participants	500	
							72500	Fournitures	200	
							71600	Facilitateurs et participants	13 800	
							74200	Frais de reproduction d'u manuel	5000	
							71600	Frais de restauration	1 800	
		Réunion de concertation PTF/Gouvernement sur le financement du PAO de la PNE	X				DGSPE	74200	Frais de reproduction des documents	1 200
		Étude d'impact des fonds de financement et recommandations en vue de leur rationalisation avec les objectifs de la PNE et du PAO	X				DGSPE	71300	Frais d'honoraires	25 000
		Mis en place d'un groupe de travail sur la prise en compte de l'emploi dans le PIP	X				DGSPE	74500	Frais de l'atelier	5 000
		Journées régionales sur l'emploi				X	DGSPE	74500	Frais d'organisation	30 000\$
	Audit du projet	X				PNUD	74100	Audit	5 000	
	Sous Total produit 2								93 000	
	Frais de gestion du projet PNUD								15 475	
	TOTAL ANNEE 2009								324 975	

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ		
		1eT	2eT	3eT	4eT		Source des fonds	Description dans le budget	Montant en USD
L'information sur le marché de l'emploi et la formation professionnelle est fortement améliorée	Atelier de formation des correspondants de l'ONEF au niveau central et décentralisé à la construction d'indicateurs du marché du travail	X				ONEF	UNDP 72500	Fournitures de bureau	1 000
	Actualisation de la banque de données sur l'emploi, la formation professionnelle et la jeunesse	X				ONEF	UNDP 71600	Frais de subsistance des facilitateurs et des participants	9000
							UNDP 73100	Location de salles et de matériel	500
							UNDP 73400	Transport des facilitateurs et des participants	1500
							UNDP 71300	Honoraires	4 000
							UNDP 71600	Prise en charge des frais de collecte	10 000
							UNDP 74200	Reproduction et diffusion	5 000
							UNDP 71600	Honoraires des conférenciers	2 000
			X			ONEF/ ANPE	UNDP 73100	Location de salles	2 000
							UNDP 74500	Frais d'organisation des conférences	15000
							UNDP 71600	Frais de voyage	1 500
							UNDP 71300	Frais de conception	5 000
			X			ONEF	UNDP 71600	Frais d'analyse	5 000
						UNDP 74200	Frais de reproduction	5 000	
	Tableau de bord sur l'emploi		X		ONEF	UNDP 74200	Reproduction de document	5000	

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPON-SABLE	BUDGET PLANIFIÉ		
		1eT	2eT	3eT	4eT		Source des fonds	Description dans le budget	Montant en USD
	Elaborer des indicateurs de travail décent établis par le BIT, une série d'indicateurs nationaux de travail décent accessibles au regard de l'information disponible ou à recueillir et les tenir périodiquement à jour			X		ONEF/ ANPE	71300	Honoraires du consultant	9 000
	Etude sur l'insertion des groupes cibles				X	ONEF/ ANPE	71300	Frais d'honoraires du consultant	10 000
	Mener une étude sur la formation professionnelle agricole				X	ONEF/ ANPE	71600	Frais de collecte et analyse	16 000
	Atelier de validation des études réalisées en 2009 (2 études)				X	ONEF/ ANPE	74500	Atelier de validation	10 000
	Sous total produit 1								126 500

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPON-SABLE	BUDGET PLANIFIÉ		
		1eT	2eT	3eT	4eT		Source des fonds	Description dans le budget	Montant
Les institutions concernées sont mieux équipées pour jouer leur rôle dans la mise en œuvre de la PNE et du PAO	Suivi de l'Etude prospective des besoins de l'économie réalisée par le CAPES	X				DGSPE	UNDP	71300 Frais de production	20 000
	Journées régionales sur l'emploi			X		DGSPE	UNDP	74500 Frais d'organisation	30 000
	Atelier méthodologique d'élaboration de plan d'action régional pour l'emploi		X			DGSPE	UNDP	71600 Frais d'honoraires	15 000
	Audit du projet	X				PNUD	UNDP	74200 Elaboration d'un manuel	5 000
	Évaluation du projet				X	PNUD	UNDP	71300 Frais du consultant	20 000
	Sous Total produit 2								95 000
	Frais de gestion du projet PNUD								11 075
	TOTAL ANNEE 2010								232 575
	BUDGET TOTAL PROJET								705 863